

(A)

Mesdames, Messieurs, Très chers compatriotes,

si vous êtes ici aussi nombreux aujourd'hui, c'est que vous avez compris, et l'actualité récente en a apporté une démonstration éclatante, que contre la droite du fric et la gauche du fric, je suis la candidate de la France du peuple. En effet, à tous égards, cette élection présidentielle n'est pas comme les autres; elle met en jeu un débat crucial qui engage notre pays de manière fondamentale. De son issue, dépendront la continuité de la France en tant que nation libre et pour ceux qui comme nous se sentent avant tout français, notre existence en tant que peuple. Après des décennies d'erreurs et de lâchetés, après des fausses alternances faites de reniements et de laisser-aller, de laisser-passer, de laisser-faire, nous sommes à la croisée des chemins. Je le dis avec gravité: le choix que nous aurons à faire dans cette élection est un choix de civilisation. La question est, en même temps, simple et cruelle: nos enfants vivront-ils dans un pays libre, indépendant, démocratique? Pourront-ils encore se référer à notre système de valeurs? Auront-ils le même mode de vie que nous et nos parents avant nous? Nos enfants, et les enfants de nos enfants, auront-ils encore un travail, un salaire digne, la possibilité de se constituer un patrimoine, de devenir propriétaire, de fonder dans un environnement sûr une famille, d'être soignés correctement, de s'élever à l'école, de vieillir dignement? Nos enfants auront-ils les mêmes droits que nous? [...] Auront-ils le droit de se réclamer de la culture française quand certains candidats à la présidentielle bouffis de leur propre vide, expliquent qu'elle n'existe pas? Je pose cette question majeure, parce qu'à l'inverse de nos adversaires, je ne m'intéresse pas seulement au patrimoine matériel des Français, mais je veux défendre aussi leur capital immatériel. Ce capital immatériel n'a pas de prix parce que ce patrimoine-là est irremplaçable, en réalité je défends les murs porteurs de notre société. Or, chacun en a conscience, tout ceci est aujourd'hui remis en cause. Nos dirigeants ont choisi la mondialisation dérégulée, ils la voulaient heureuse, elle s'est révélée affreuse. La mondialisation qui était un fait avec la multiplication des échanges, ils en ont fait une idéologie: le mondialisme économique qui refuse toute limitation, toute régularisation de la mondialisation et qui, pour cela, a affaibli les défenses immunitaires de la Nation, la dépossédant de ses éléments constitutifs: frontière, monnaie nationale, autorité de ses lois, conduite de l'économie, permettant ainsi à un autre mondialisme de naître et croître: le fondamentalisme islamiste. Ce dernier a lui grandi au sein d'un communautarisme délétère, lui-même enfant de l'immigration de masse, subie année après année par notre pays. Nous avons ainsi rempli notre premier acte politique qui est de désigner l'adversaire.

52.25 UE  
56.3 "à l'ordre"  
58.45 paroles